

**Pour une mutation de l'informel au formel :**  
**La DOSI lance la Mutuelle des Artistes et Journalistes du Togo**



P.5

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°434 du 23 Mars 2015  
 Prix : 250F CFA

# Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

**Profanation des couleurs nationales :**  
**Le gouvernement condamne l'acte et appelle les manifestants à plus de retenue** P.5

**PRÉSIDENTIELLE 2015 :**  
**Le MCD dévoile son programme de société**  
 P.3

**Campagne électorale de la présidentielle 2015**  
**Risque de collision entre le CAR et CAP2015**

**EXPO UNIVERSELLE MILAN 2015 EN ITALIE :**  
**Le Togo fera connaître ses produits vivriers et ces recettes culinaires à l'international**  
 P.6



P.3

Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC, Candidat CAP2015



Me Apévon Dodzi, Pdt CAR

**INCENDIE À AWAGOMÉ :**  
**Le gouvernement apporte son soutien aux populations**  
 P.7

**Mobilisation des militants du parti UNIR pour une opération de salubrité à Adidogomé**  
 P.6

Revendications sociales aux allures incertaines :



La base de la SIT en Assemblée générale



Le ministre Octave N'coué Brohm (Gouvernement)

**Au lieu des démonstrations de forces, place aux discussions** P.4



**LOI N° 2012 - 001 PORTANT CODE DES INVESTISSEMENTS EN REPUBLIQUE TOGOLAISE EST MAINTENANT DISPONIBLE**



MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ

Pour tout renseignement, information ou conseil  
 contacter le centre d'appel au N° VERT  
**8201**  
 OTR  
 FEDERER POUR BATE

# TOGO CELLULAIRE



DÉCOUVRIR CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT  
INTERNET / MAIL / TÉLÉPHONIE / VIDÉO / PHOTO / MUSIQUE / MMS / TÉLÉCHARGEMENT...



## NOUVEAUX FORFAITS

Nom du forfait	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Semaine	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 3 Mois
Volume	20 Mo	80 Mo	300 Mo	1 Go	3 Go	5 Go	10 Go
Coût	200F	500F	1 500F	5 000F	10 000F	15 000F	35 000F
Validité	1 jour	1 jour	7 jours	30 jours	30 jours	30 jours	90 jours

- Le forfait est cumulable en volume et en durée de validité.  
- Le cumul de la durée de validité est plafonné à 12 mois.  
- A la date de fin de validité, le volume restant n'est pas reporté.



LE LEADER

service client:888    www.facebook.com/Togocel    www.twitter.com/togocel    www.togocel.tg    certifiée ISO 9001 : 2008

© TOGO CELLULAIRE / OCTOBRE 2014

Campagne électorale de la présidentielle 2015 :

# Risque de collision entre le CAR et CAP 2015

Dans une semaine pratiquement, la campagne électorale pour le compte de la présidentielle de 2015 va débiter. C'est le moment pour tous les candidats de faire cour à leur électorat en vue d'un meilleur résultat au lendemain du vote. L'opposition dans tout son ensemble n'a pu s'accorder sur l'essentiel avant la présidentielle en cours de préparation. Et pour cause, les réformes politiques à opérer avant l'organisation de toute élection n'ont pu recueillir l'assentiment de tous. Malheureusement, un certain nombre de formations politiques, plus précisément l'ANC entourée de quatre autres partis politiques ne font pas des réformes une condition sine qua non de la présidentielle d'avril 2015.

C'est en vain que les partisans des réformes avant les élections se sont battus à faire rallier Cap2015 et les autres candidats déclarés à leur cause. A ce jour, il est à présent clair que plus rien ne peut amener le candidat de CAP2015 à faire volte-face. Les partants à ce scrutin soutiennent quant à eux que même sans



Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC, Candidat du CAP2015

les réformes, ils sont en mesure de s'organiser d'une autre manière pour obtenir l'alternance politique au soir du 15 avril prochain. Seulement, il y a lieu de craindre des malentendus sur le terrain en période de campagne entre CAP2015 et le CAR.

Comment cela est-il possible quand on sait que le CAR n'a pas présenté de candidat à cette élection présidentielle ? Se demande-t-on. C'est bien vrai que le CAR est dans la logique du boycott et est absent, cette fois-ci, à la course au fauteuil

présidentiel, mais ses responsables ne semblent pas s'arrêter à un simple boycott.

Le CAR compte, en effet, selon les indiscretions, sillonner le territoire national en vue de demander à ses militants de s'abstenir le 15 avril. Pourquoi une telle démarche du CAR ? Certainement que le parti de Me Dodji Apevon ne souhaiterait pas que ses militants et sympathisants aillent accorder inutilement leurs voix à un candidat dans un scrutin dont les résultats seraient connus d'avance selon le parti.



Me Apévon Dodzi, Président du CAR

Pour le CAR, laisser ses militants voter pour un candidat à cette élection serait synonyme de cautionner une élection qui a perdu tout caractère démocratique, d'après ses propres analyses.

Le CAR, en procédant ainsi se dit être dans sa logique, mais seulement, si le moment choisi coïncide avec la campagne électorale, il y a risque d'incompréhension entre le CAR et CAP 2015. En effet, l'on ne serait pas surpris de voir les premiers responsables de CAP 2015

conclure que le parti du Renouveau cherche à démobiliser les militants de l'opposition et de ce fait les pousser à l'abstention et au boycott le jour du vote.

Il n'est pas aussi exclu que CAP 2015 espère profiter de l'absence du CAR pour récupérer ses voix. Si le CAR tient à tout prix à aller dans ce sens, il est à craindre une nouvelle querelle politique pendant la campagne électorale qui va s'ouvrir dans quelques jours.

Levrai

Présidentielle 2015 :

# Le MCD dévoile son programme de société

La présidentielle au Togo, c'est dans exactement 21 jours. Au moment où certains acteurs sont dans une position tranchée de voir les réformes s'opérer avant toute participation, les partis engagés dans la course quant à eux sont sur le terrain pour courtiser l'électorat. L'opposition dans son ensemble a été toujours taxée d'évoluer sans aucun programme de société qui puisse accrocher le peuple. Me Tchassona du MCD, parti en lice pour cette compétition électorale, a bien voulu prouver le contraire.



Me Mouhamed Tchassona-Traoré, Président du MCD

Devant un parterre de journalistes, le 21 mars dernier au siège de son parti, il a, avec toute l'éloquence dont on lui connaît, présenté son programme de société au peuple à travers une conférence de presse.

Le MCD part du constat selon lequel, notre pays "peine à trouver le chemin du respect des valeurs humaines, de l'instauration de la justice et la recherche du mieux-être individuel et collectif de ses citoyens". Pour Me Tchassona Traoré Mohamed, candidat à la présidentielle

prochaine, une alternative s'impose, celle de trouver "un homme, sans adversité, capable de répondre aux attentes insouviées du peuple". Pour ce faire, le MCD, autour de son président national propose un projet de société basé sur la gouvernance, tout en appelant toutes les filles et tous les fils du Togo à se mettre à l'œuvre pour l'instauration d'un pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple.

C'est dans cet ordre d'idées et pour assurer un meilleur

devenir à la population togolaise que, le candidat du MCD prend 35 engagements en invitant le peuple togolais à voter pour lui, le 15 Avril prochain.

Au nombre de ces engagements pris par le MCD de Me Tchassona, se trouvent en bonne place, la politique intérieure, la réconciliation nationale, les valeurs démocratiques, la réforme du cadre électoral, les réformes politiques, l'administration du territoire, la décentralisation et les finances publiques pour ne citer que ceux-là.

Le candidat du MCD estime qu'il faut redéfinir la carte politique togolaise et passer de 5 régions économiques à 10 régions. Une politique basée sur la redéfinition du grand Lomé fait partie intégrante du programme de société du MCD. Me Tchassona pense qu'il est de notoriété que Lomé, la capitale du Togo devienne une région autonome pour approcher l'administration des administrés. L'enseignement supérieur n'est pas du reste dans ce projet du MCD. Le Président Tchassona propose que l'on s'inspire du couple Franco-allemand économiquement fort dans le giron européen pour améliorer l'enseignement supérieur, qui, serait basé sur l'orientation des élèves depuis le cours primaire.

Dans la fièvre de cette élection à venir, les spéculations ne cessent d'alimenter le débat politique. Me Tchassona s'insurge contre des informations selon lesquelles ce scrutin présidentiel se jouera entre le candidat sortant du parti UNIR, Faure Gnassingbé et son principal challenger du CAP 2015, Jean-

Pierre Fabre. Selon cette même information, les trois autres candidats à l'instar de celui du MCD ne sont que des "outsiders". Pour Me Tchassona Mohamed, le MCD "a pris l'engagement d'aller à l'élection présidentielle avec la ferme conviction de gagner car au-delà de tout, rien n'est joué d'avance et c'est chaque citoyen qui détient le pouvoir".

Le candidat du MCD pour la présidentielle prochaine lance un appel pressant aux Togolais en âge de voter "de se lever et de brader toutes les réticences le 15 Avril pour porter leur choix sur celui qui les convainc le mieux. Nous pensons que, le soir du 15 Avril, nous allons redéfinir une autre façon de faire la politique au Togo".

Il va sans dire qu'à quelques jours de ce grand rendez-vous, chaque candidat est dans une logique de conquérir son électorat. Mais seul le peuple Togolais détient la souveraineté et saura faire un choix judicieux pour le développement de notre chère nation.

Nouvelle Opinion

**Revendications sociales aux allures incertaines :**

**Au lieu des démonstrations de forces, place aux discussions**

Le ver loge déjà dans le fruit, et si l'on n'y prend garde, ce fruit risque d'être complètement rongé jusqu'à sa pourriture totale. Loin de se plaindre ici à répandre un bruit alarmant au sujet des revendications sociales dans le pays, notre souci est plutôt d'appeler les antagonistes sociaux à une prise de conscience et à un retour à la raison afin d'éviter des dégâts dont nul ne peut mesurer les conséquences à la longue. Aussi, à force de banaliser souvent la petite étincelle, finit-on par assister impuissant à un incendie inextinguible.



La base de la STT en Assemblée générale



Le ministre Octave Nicoué Broohm (Gouvernement)

La grogne sociale qui paralyse l'administration publique togolaise depuis des mois est-elle si compliquée pour que l'on ne puisse y trouver une solution jusqu'à ce jour ? C'est du moins la question qu'il convient de se poser aujourd'hui au vu de l'ampleur que prend la tension sociale. Et pourtant, la question est toute simple. La solution est tout à côté, mais on se rend compte que le gouvernement et la Synergie des travailleurs du Togo se sont volontairement engagés dans une démonstration de forces dont le but serait de voir qui sera perdant ou vainqueur dans ce bras de fer effréné.

**Le faux pas de la STT**

Il est reconnu par tous que les revendications de la Synergie des travailleurs du Togo sont bien légitimes, même les membres du gouvernement le confirment tous les jours dans leurs propos. Mais cela ne donne pas droit à la coordination de commettre certaines erreurs susceptibles de lui rendre, à elle-même, la tâche difficile. Ce premier faux pas grave de la coordination a eu lieu le vendredi, 20 février dernier.

La STT a en effet pour méthode de fonctionnement la souveraineté suprême de l'Assemblée Générale(AG). C'est dire que c'est à la base syndicale que revient le dernier mot, la dernière décision à prendre. La coordination, comme son nom l'indique a pour rôle de coordonner les activités et de représenter cette base tout simplement parce que toute la base ne peut pas se présenter à la table de négociation.

Nul n'ignore non plus que depuis janvier 2013, les centrales syndicales qui étaient sur le terrain avant la naissance de la STT ont tout le temps livré une guerre de leadership à la Synergie des travailleurs qui est en train de vouloir sombrer les anciens secrétaires généraux dans le précipice. Ceci dit, lorsque la coordination de la STT consciente de cette inimitié, et de cette rancune antipathique des centrales syndicales retrouve les représentants de ces

dernières complices de l'employeur tous prêts à tout déjouer, le bon sens voudrait que les mandataires de la STT réfléchissent par mille fois avant de signer quoi que ce soit ensemble avec ceux qu'il convient d'appeler les adversaires syndicaux. Malheureusement, ce ne fut pas le cas.

Voilà que ceux-là même qui revendiquaient principalement 280 points d'indice acceptent contre toute attente de signer un relevé de conclusion qui, non seulement, rejette les 280 points mais aussi, ne dit rien de précis sur les 140 points dont le gouvernement entend étudier la faisabilité dans un comité de suivi à délai indéterminé. Quelle naïveté syndicale ! En quoi ce relevé de conclusion répond-il à la revendication de la STT ? Pourquoi a-t-on accepté signer cet accord sans une seule fois penser à la base ? Pourquoi ne pas penser revenir poser le problème à l'AG et chercher à avoir l'avis de la base avant une telle signature ? Enfin, qu'est-ce qui a pu pousser Mme Nadou Lawson à commettre une telle erreur ? C'est bien cette faille qui sert d'argument de fer

au gouvernement aujourd'hui pour incriminer les premiers responsables de la STT à qui on reproche d'avoir signé un accord qu'ils refusent d'appliquer eux-mêmes. Cette faute grave vient alimenter l'argumentaire des détracteurs de la STT qui estiment que la coordination fait du outlaw, ou sort du cadre légal même s'il y a débat en la matière.

Aujourd'hui, la coordination de la STT ne doit sa crédibilité que grâce à la forte mobilisation de sa base et à la sortie spontanée des élève dans les rues, sans quoi, cette maladresse allait déjà faire mordre la poussière.

**Le gouvernement face à sa responsabilité**

Les conclusions hâtives et les idées arrêtées restent les pires façons qui conduisent le plus souvent à des égarements les plus fatals. A analyser de près ce qui se passe aujourd'hui dans la crise sociale que traverse l'administration publique dans le pays, on finit par se rendre compte que l'autorité s'est très tôt pressée de voir derrière les revendications de la STT, des motifs contraires aux revendications

sociales. Cette façon d'appréhender les choses contribuent à laisser, pour la plupart du temps, la proie pour l'ombre, ce qui rend la crise beaucoup plus complexe.

De quoi est-il exactement question et qu'est-ce qu'il y a lieu de faire à l'instant T pour le dénouement définitif de la situation qui prévaut ? Il s'agit en effet d'une revendication sociale bien précise. Le redressement des salaires sur le SMIG équivalant à un ajout de 280 points d'indices sur les salaires posée par une centrale syndicale bien précise, la STT. Et le bon sens voudrait que quoi qu'il en soit, le gouvernement s'attèle à discuter sérieusement avec la centrale syndicale qui revendique et qui draine derrière elle l'ensemble des travailleurs de l'administration publique. La seule façon de résoudre la crise reste en effet celle de s'attaquer directement au mal, d'inviter l'interlocuteur direct sur la table de négociation en vue d'un accord.

Malheureusement, les ministres émissaires du gouvernement, pour les raisons qui nous échappent cherchent à tout prix à contourner les premiers responsables de la STT, soit en allant à la rencontre

de sa base, soit en invitant à table les multiples centrales syndicales qui n'ont jamais soutenu la plate-forme de la Synergie des travailleurs du Togo en grève.

Par ailleurs, le gouvernement a opté pour un choix qui par malheur n'est pas le meilleur, celui qui a consisté à sortir des communiqués et des notes circulaires dont l'effet n'a fait qu'aggraver la situation. Tout ceci, de façon logique ne peut qu'endurcir la crise. A défaut d'un accord à la dernière minute, les travailleurs réunis au sein de la STT seront une fois encore en grève pour cinq jours à compter de ce lundi jusqu'au vendredi 27 mars.

Pour un apaisement général et une baisse de tension, nous estimons qu'il n'est pas tard pour le gouvernement de rectifier le tir et d'inviter la coordination B to B à la table de négociation. C'est la seule façon de mettre fin à la crise.

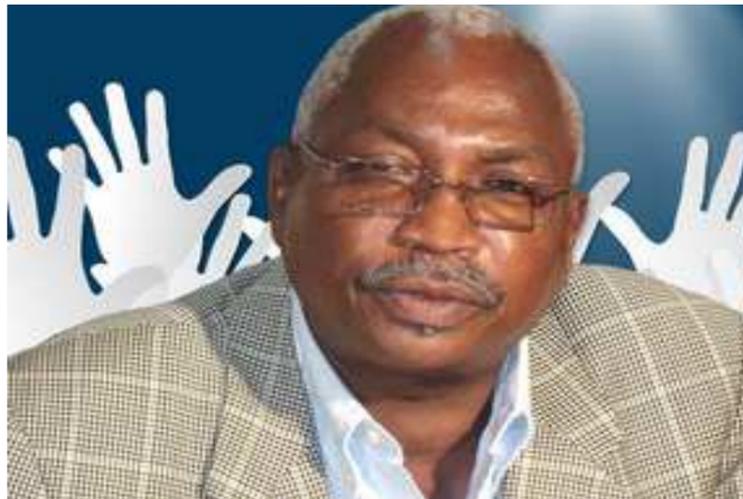
**ESSIKO**

**Scrutin présidentiel de 2015 :**

**La CENI annonce l'ouverture de la campagne électorale**

*C'est un secret de polichinelle pour les citoyens Togolais. L'élection présidentielle aura lieu cette année dans les délais constitutionnels. La date retenue pour cette échéance électorale est le 15 Avril 2015. Après la validation des cinq candidatures, le 03 mars dernier par la cour constitutionnelle, les partis en lice pour cette compétition sont dans l'arène pour demander le suffrage des votants.*

Vendredi dernier, l'institution chargée d'organiser et de superviser les élections a annoncé sur son site, la date de la période de la campagne électorale qui prend effet à partir du 31 mars



Taffa Issifou Tabiou, Président de la CENI

prochain pour finir le 13 Avril à minuit.

Tous les partis en compétition

ne veulent pas se laisser prendre par des surprises désagréables

*Suite à la page 6*

**Nouvelle OPINION**  
 Hebdomadaire togolais d'information-général, d'analyse et de publicité  
 Récepissé - °0149/14/03/01/HAAC  
 Siège: Adidoadi-, Pavée prolo-gé, 2ème carré après Pharmacie Le Galie-

**Directeur de Publication:-**  
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao  
 Cel:91 36 37 55  
 jea-tchag-ao@yahoo.fr

**Secrétariat de la Rédaction:-**  
 Agbékpo-ou Ju-ior  
**Rédacteurs :**  
 Tchag-ao  
 El Hadj Arimiyao  
 Agbékpo-ou Ju-ior  
 Ramzad  
 Maroi-e Tchag-ao  
 Pierre Pouli

**Imprimerie:**  
 La Colombe  
**Tirage :**  
 2.000 exemplaires

## Profanation des couleurs nationales :

# Le gouvernement condamne l'acte et appelle les manifestants à plus de retenue

L'actualité ces derniers temps au Togo ne porte principalement que sur deux volets : l'élection présidentielle et les revendications syndicales. Ces deux sujets aussi importants qu'ils soient, ne cessent de semer la confusion dans l'esprit de certains analystes. On a l'impression que des gens confondent amour et tambour. Ce qui réchauffe encore l'esprit, ce sont ces " incivilités et actes anti-patriotiques inacceptables. " C'est en ces termes que le gouvernement, dans un communiqué publié vendredi soir, a qualifié le comportement de certains manifestants qui ont brûlé le drapeau national la semaine dernière.

Dans aucun pays on ne peut tolérer des comportements aussi absurdes. On se demande si les auteurs de ces actes d'incivisme sont des citoyens togolais ou du moins, s'il y en a parmi eux qui



Un élève montant les couleurs

n'ont mis pied à l'école. Il s'agit d'une grosse bêtise qu'un individu puisse commettre. Le drapeau et l'hymne national sont des symboles qui incarnent la vie d'une nation sous toutes ses formes. C'est ce que les filles et fils d'une nation ont en commun.

Ils incarnent la force du territoire tout entier. Ces actes prêtent à croire que nous sommes aujourd'hui en temps de guerre contre un ennemi étranger ; alors qu'il ne s'agit que des réclamations d'une couche sociale pour de meilleures conditions

de vie et de travail.

Même des conflits entre les partis politiques ne peuvent amener une partie à un tel sacrilège. Le gouvernement condamne vigoureusement ces actes ignobles et rappelle à l'attention de toute la population que le drapeau national est sacré et ne doit sous aucun prétexte, et quelles que soient les situations, faire l'objet d'atteinte de quelque nature que ce soit.

Il faudra alors que des gens mettent des barrières dans les actes qu'ils posent.

Lorsque le phénomène de Badou a eu lieu l'année dernière, tous les Togolais, à commencer par les autorités, avaient condamné avec la dernière rigueur cet acte. Mais là encore, il était question de chefferie, les populations qui avaient descendu le drapeau togolais avaient remis celui du Ghana.

A Dapaong la semaine dernière, les manifestants ont brûlé le drapeau, après l'avoir descendu et déchiré. Le gouvernement avait dépêché une délégation ministérielle sur toute l'étendue du territoire pour sensibiliser les grévistes ainsi que les populations. Qu'est-ce que les couleurs de notre nation ont à voir avec les revendications que tout le monde sait légitimes ? Se faisant, ces auteurs étalent publiquement leurs ambitions politiques et donnent raison à ceux des togolais qui affirment que derrière ces revendications se trouve une main politicienne.

Le gouvernement a bien souligné dans sa réaction que la profanation des couleurs nationales est une perte élémentaire des valeurs. Cet emblème est très cher à tout les Togolais et mérite d'être respecté par tous

PIERRE

## Pour une mutation de l'informel au formel :

# La DOSI lance la Mutuelle des Artistes et Journalistes du Togo

Après avoir favorisé l'inclusion économique et sociale des conducteurs de taxi-moto à travers la création de la MUCTAM (mutuelle des conducteurs de taxi-motos), la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), toujours dans la poursuite de ses objectifs, a officiellement lancé le vendredi 21 mars dernier à l'Agora Senghor la Mutuelle des Artistes et Journalistes du Togo : MUAJ Togo. Une Mutuelle qui va dans l'avenir, contribuer à l'amélioration de manière assez significative des conditions de vie et de travail des acteurs exerçant dans les milieux des arts, de la culture et de la communication. Cet évènement qui a été présidé par le Premier Ministre M. Kwessi Séléagodji AHOOMEY-ZUNU, a été couplé de la mise en place du comité de suivi des recommandations des états généraux de la presse.

Au cours du quinquennat qui s'achève, diverses réformes ont été entreprises par le Chef de l'Etat dans plusieurs secteurs notamment dans le secteur agricole, dans les secteurs de transports maritime, aérien, routier, ainsi que dans les secteurs de l'économie et des finances. Des projets novateurs ont permis de mettre en place de véritables instruments de promotion et de développement dont bénéficient déjà plusieurs secteurs socioprofessionnels.

Conscient que le développement d'un pays passe d'abord



La table d'honneur; 2ème de la droite vers la gauche, le PM Ahoomey-Zunu

par l'épanouissement individuel et collectif des citoyens, journalistes et artistes qui constituent la vitrine de l'essor du pays, ont décidé de se prendre en main pour mieux s'organiser et rendre plus professionnel leurs métiers.

C'est ainsi que par le biais du ministère de la communication, des arts, de la culture et de la formation civique et de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel, ils ont décidé ensemble de mettre en place une Mutuelle pour les Artistes et Journalistes du Togo. Une Mutuelle qui leur permettra d'unifier des force et la volonté pour faire face à la pauvreté, à l'insécurité financière et à toutes les autres entraves qui leurs empêchent de s'épanouir malgré tout ce qu'ils apportent à la nation à travers l'exercice de leur métier.

Tour à tour les portes paroles des journalistes et artistes du Togo Germain POULLI et ADEWUSI Abiade Basile ont salué le cou-

rage et l'abnégation de Mme ANATE ministre de la Communication des Arts, de la Culture et de la Formation Civique qui ne cesse de les encourager à aller de l'avant, à créer du neuf et à affronter la concurrence. Ils n'ont pas manqué non

plus de remercier Madame Ingrid AWADE directeur général de la DOSI, qui est en train de redonner une nouvelle image à l'économie nationale, de dynamiser, d'organiser et de restructurer le secteur informel. Pour une bonne orientation vers un système formel bien structuré, artistes et journalistes ont promis de travailler ensemble pour atteindre les objec-

tifs qu'ils se sont fixés.

Mme ANATE a vivement souhaité que les membres des instances provisoires de la Mutuelle qui a été portée sur les fonts baptismaux puissent travailler activement, au regard des vrais besoins qui sont propres aux acteurs des

Médias, des Arts et de la Culture, afin de leur faire bénéficier des prestations des institutions comme l'INAM, le FNFI, la CNSS. Mme ANATE a promis qu'elle travaillera en synergie avec les autres institutions pour trouver des solutions durables aux maux qui maintiennent toujours la population dans la précarité et la pauvreté.

Rappelons qu'en marge de cet évènement, un comité de 17 membres composé des représentants des organisations de presse, des représentants du ministère de la communication et ceux de la Haute Autorité a été mis en place pour faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations des Etats Généraux de la presse.

Elom



Vue partielle de l'assistance lors de la cérémonie

**Expo universelle Milan 2015 en Italie :**

**Le Togo fera connaître ses produits vivriers et ces recettes culinaires à l'international**

Le mercredi 18 février dernier, la ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé, Bernadette Legzim-Balouki en présence de son collègue de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, le colonel Ouro-Koura Agadazi, et du Directeur de CETEF ont à travers une conférence de presse annoncé la participation du Togo à l'Expo universelle Milan 2015.



La table d'honneur lors de la rencontre

Placée sous le thème : " nourrir la planète, énergie pour la vie ", ce rendez-vous quinquennal mondial auquel participent 145 pays dont 45 de l'Afrique, permettra au Togo de faire découvrir ses produits céréaliers à savoir : le maïs, le sorgho, le mil et ses tubercules, notamment l'igname,

le manioc et la patate douce sous le thème : " contributions des céréales et des tubercules à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations : cas du Togo ".

Par ce grand rendez-vous mondial le Togo fera promouvoir les produits agricoles, les recettes culinaires et les valeurs culturelles du pays. La participation du Togo à un tel évènement est une occa-

sion pour les opérateurs économiques Togolais de rencontrer d'autres spécialistes, d'échanger avec eux, de percer, de développer de nouveaux marchés et de donner une plus value à l'activité agricole du Togo. Le comité d'organisation présentera à cette exposition, les différentes modes et quantités de production, la transformation, la consommation, les valeurs nutritives et énergétique, la conservation, la commercialisation, l'importance nutritionnelle et socioculturelle de certains produits agricoles qui sont cultivés au Togo. Le comité a aussi rappelé qu'il y aura le 22 mai une conférence sur le sorgho et le 21 août une Journée nationale du Togo qui connaîtra la présence des plus hautes autorités du pays. Le 24 septembre prochain ce sera la journée économique du Togo qui connaîtra aussi la présence de plusieurs opérateurs économiques, des artistes togolais ainsi que la dégustation des mets du terroir et la vente d'objets d'arts et de souvenir.

Le Togo partagera ce type de présentation avec six (6) autres pays, à savoir le Congo, Haïti, la Bolivie, le Zimbabwe, la Mozambique et le Venezuela. Selon le président du comité national d'organisation, Johnson Kueku-Banka, la présentation des céréales et des tubercules par le Togo n'est pas le fruit d'un hasard, il résulte des études faites par des experts internationaux.

Selon les autorités togolaises, cette exposition comporte deux facettes, une de charme et l'autre pour trouver des opportunités nouvelles pour mieux nourrir la population. Une évaluation sera faite à la fin de l'exposition universelle pour estimer le gain du Togo à cette exposition.

Pour mieux informer la population togolaise et le reste du monde sur les activités du Togo à l'Expo Milano 2015, un site internet [www.togopavillon.tg](http://www.togopavillon.tg) a été mis en place et servira de relais.

Elom

**Scrutin présidentiel de 2015 : La CENI annonce l'ouverture de la campagne électorale**

Suite de la page 4

ou voir leurs voix émiétés par une quelconque imprudence. Chacun multiplie des stratégies pour convaincre les populations à voter pour son parti. C'est aussi dans cette période que les affiches s'érigent sur les voies publiques, les caravanes de sensibilisation s'organisent, les sorties médiatiques et les débats politiques inondent les radios et les télévisions.

qu'on puisse dire, est avant tout d'enjeu capital pour un pays qui aspire à la démocratie comme le nôtre. Le Togo est donc rentré dans une période sensible qui nécessite la clairvoyance de tous les citoyens qui ne doivent pas s'adonner à des pratiques répréhensibles, mais doivent plutôt savoir raison gardée accepter en toute circonstance la victoire de l'élu prochain et la défaite des autres.

avancée, au soir de la proclamation des résultats, les candidats malheureux appellent sportivement le gagnant pour lui présenter leur civilité.

Au Togo, on peut le faire au lieu de dresser à chaque fois des murailles de contestations. A présent que la date de la campagne électorale est connue, il est clair comme l'eau de roche que, nul ne pourra arrêter la machine électorale déjà mise en branle.

L'élection présidentielle quoi-

Dans les pays à démocratie

La Rédaction

**Mobilisation des militants du parti UNIR pour une opération de salubrité à Adidogomé**

A quelques jours de l'élection présidentielle de 2015, le parti au pouvoir, l'Union Pour la République (UNIR) intensifie ses actions en faveur de toute la population togolaise. C'est dans ce cadre qu'il a organisé une opération de salubrité suivie d'une remise de matériels à la population d'Adidogomé en particulier Amadhanomé et Yokoè. Mme Dédé Ahoéfa EKOUE, Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a pris part à ladite opération en présence du président de la communauté de développement à la base d'Amadhanomé, M. DZANYI Yawovi Sédina.



Des cadres du parti UNIR donnant l'exemple à Adidogomé

GNASSINGBE à initier cette opération de salubrité. Et pour permettre à cette population de s'équiper et de poursuivre cette action qui est nécessaire pour un environnement sain au sein de la population, la ministre Dédé EKOUE a, au nom du parti UNIR,

remis un don de matériels composé de motos tricyles, machettes, houes, balais, bottes, haches, cache-nez, etc. aux représentants des populations d'Amadhanomé et Yokoè.

Suite à la page 7

Promouvoir les valeurs citoyennes et la paix sont entre autres les motifs qui ont poussé le président du parti UNIR, Son Excellence, M. Faure Essozimna



**COMMUNIQUE**

Paris, le 11 mars 2015

**Une délégation togolaise participera au colloque international « Coopérer pour répondre au défi climatique »**  
Mardi 24 mars 2015 à partir de 9 h 30  
Au centre de conférences Pierre Mendès France, Paris

Ce colloque de haut niveau est organisé par Expertise France, l'agence française d'expertise technique internationale, issue de la fusion le 1er janvier 2015 des 6 principaux opérateurs d'assistance technique français. Elle rassemble représentants d'administrations étrangères, bailleurs de fonds et organisations internationales.

M. Noël BATAKA, secrétaire général du ministère de l'Agriculture, interviendra au premier atelier thématique sur la problématique « Sécurité alimentaire et changement climatique ».

M. Salifou OUSSEINI, directeur de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), participera en tant qu'auditeur invité.

Ce colloque est la 6<sup>e</sup> édition des « Regards croisés des administrations », qui permet chaque année en mars de mettre en exergue des personnalités des pays bénéficiaires de la coopération technique française dans ces domaines, et de débattre des grandes problématiques d'assistance technique avec les bailleurs internationaux et les partenaires administratifs et de la société civile.

**Expertise France** est l'agence française d'expertise technique internationale. Sa mission est de participer à la politique de coopération, d'aide au développement et d'influence économique de la France, en répondant à la demande croissante en expertise des pays en développement, des pays émergents et des pays du voisinage européen pour construire des politiques publiques qui répondent à leurs défis institutionnels, économiques, démographiques, sociaux et environnementaux.

**Contact presse :**  
Anais Rieu  
+33 (0)1 43 17 69 77  
[anais.rieu@diplomatie.gouv.fr](mailto:anais.rieu@diplomatie.gouv.fr)

## Incendie à Awagomé :

# Le gouvernement apporte son soutien aux populations

Suite à un incendie survenu le 09 mars 2015 et qui a occasionné d'énormes dégâts matériels dans le village d'Awagomé (préfecture de l'Ogou) ; sur instructions des hautes autorités, une mission de services locaux, particulièrement ceux de l'administration territoriale, de la sécurité, de la santé et de l'action sociale, s'est rendue sur les lieux pour secourir les sinistrés, procéder à leur évacuation et faire une évaluation rapide des dégâts.

(2.355.000) francs CFA ont également été détruits. Heureusement, aucun blessé ni perte en vie humaine n'a été signalé.

Le dimanche 22 mars 2015 une mission ministérielle conduite par la Ministre en charge de l'action sociale, Mme Dédé Ahoefa EKOUE, s'est rendue à Awagomé dans la préfecture de l'Ogou pour soutenir la population affectée.

Au total 5 tonnes de maïs, 2,5

l'action sociale, a témoigné aux populations sinistrées la profonde compassion du Chef de l'Etat qui a fait débloquer un fonds d'assistance rapide par l'entremise du Ministère de l'Action Sociale. Au cours de la cérémonie, les populations ont remercié le Président de la République pour son ferme engagement pour le bien-être des populations togolaises et particulièrement pour l'efficacité de l'assistance qui été fournie

aux sinistrés de la Préfecture de l'Ogou. Le gouvernement a saisi cette occasion pour réitérer sa gratitude aux autorités locales, aux leaders de la préfecture, aux ONG, aux organisations de développement à la base, aux vaillantes populations de la préfecture, et à toutes les bonnes volontés pour leur contribution au secours des sinistrés et pour l'hébergement. Il les a encouragé à continuer leurs efforts de solidari-

té vis à vis des compatriotes affectés par cet incendie.

Cette mission de haut niveau a permis de s'assurer de la bonne gestion des secours et de constater la répartition adéquate du fonds d'assistance débloqué par le gouvernement pour soulager les ménages affectés. Le coût total de cette opération s'élève à près de quatre millions (4.000.000) de francs CFA.

Roland K.



La ministre Dédé Ekoué s'adressant aux sinistrés

Cette évaluation rapide a permis d'identifier vingt-trois (23) ménages composés de 140 personnes soit 22 hommes, 22 femmes et 96 enfants dont 73 élèves. D'importants dégâts physiques : 23 cases brûlées, 3 tonnes environ de céréales, les effets vestimentaires, les sacs d'engrais, les fournitures scolaires et une somme d'environ deux millions trois cent cinquante-cinq milles

tonnes de riz d'un montant de 2.200.000 FCFA, et une enveloppe financière d'un montant total de deux million soixante dix huit mille huit cent cinquante (2.078.850) francs CFA pour assurer l'appui en numéraire pour les menus dépenses des ménages, puis l'achat de 73 kits scolaires aux élèves.

Dans son intervention, Mme EKOUE, Ministre en charge de

## Mobilisation des militants du parti UNIR pour une opération de salubrité à Adidogomé

Suite de la page 6

Que ce soit à Amandanhomé ou à Yokoè, le message de la ministre a été le même : " Le parti UNIR a comme vocation de se consacrer au développement et

enclenchée.

Les militants et sympathisants du parti ont exprimé leur adhésion à ce projet. Les bénéficiaires ont promis utiliser à bon escient ces équipements



Remise symbolique de matériel aux populations

le développement passe par l'assainissement et la santé". Et c'est pour joindre l'acte à la parole que le parti a fait ce don d'équipements qui permettra de pérenniser l'action qui vient d'être

Cette activité n'est que le début d'une série d'actions que le parti pense réaliser sur toute l'étendue du territoire.

Roland K.

## Journée des métiers :

# Les responsables de la FORMATEC lancent la première édition

L'Institut Universitaire de Formation Technique et l'Institut de Formation Technique et Informatique (FORMATEC) a célébré le jeudi 19 mars dernier à son siège la première édition de la journée des métiers. Placée sous le thème " valorisation de la recherche, de l'enseignement technique et supérieur au service du développement ", cette première édition a connu la participation des directeurs de sociétés, des représentants des corps diplomatiques, des membres du conseil d'administration de l'Institut, du directeur général ainsi que tous les étudiants de FORMATEC.

Convaincu que le développement de toute société organisée passe par la recherche et la technique, l'enseignement technique est devenu de nos jours un enjeu primordial dans le progrès d'une société. Toujours axées sur l'appropriation des compétences spécifiques des métiers dans un



cadre adéquat avec des enseignants hautement qualifiés, FORMATEC, à travers ses objectifs, veut valoriser des matériaux locaux en vue de leurs optimisations dans les constructions au Togo. C'est dans cette perspective que les premiers responsables de cet institut ont jugé bon d'initier une telle journée.

Une journée qui a permis aux

étudiants de démontrer leur savoir faire, leurs aptitudes, et à la population, de pouvoir découvrir les différents métiers qui se retrouvent au niveau de chaque filière. Par cette journée, les apprenants qui désirent continuer leur cursus à FORMATEC ont pu apprécier les différentes options qui existent dans cet institut. Cela a permis aux parents de se rendre compte des compétences que leurs enfants sont en mesure de développer au

cours et après leur formation.

Pour M. ATISSO Folly secrétaire général de l'institut ce concept de journée-métier loin d'être un aboutissement sera le début d'une dynamique irréversible qui s'inscrira dans la durée pour devenir une tradition au sein de FORMATEC

Kodjovi

## Procédure de passation des marchés publics :

# L'ARMP veut relever le défi d'une bonne gestion

Pour une entière maîtrise du système de passation des marchés publics, l'autorité de régulation a organisé le 16 mars dernier à l'hôtel Sancta Maria un atelier de formation des agents de l'administration qui sont impliqués dans la gestion des marchés publics. Avec pour thème " les techniques de sélection des consultants ", cet atelier a été ouvert par M. René KAPOU directeur général de l'ARMP.

Dans la suite logique de toutes les formations qui se sont déjà déroulées, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) se sont fixés l'objectif de poursuivre la professionnalisation des acteurs de la commande

publique.

Aujourd'hui avec la mise en place de nouvelles réformes et le développement des infrastructures routières, il est du devoir de l'ARMP de mieux former les acteurs de la commande publique pour une meilleure efficacité du système des marchés publics et pour une bonne compréhension et application des critères de pré-qualification et d'analyse comparative des propositions en vue d'une sélection efficace des consultants.

Rappelons que c'est une série de formations qui prendront en compte 405 agents constitués de points focaux, de membres des commissions de passation et de contrôle des marchés publics ainsi que ceux qui sont impliqués dans l'élaboration des dossiers d'ap-

pel à concurrence et l'évaluation des offres et propositions. " Ce sont des sessions qui seront animées par les membres du Bassin national de formateurs comme par le passé " a précisé le directeur général. Il a par ailleurs salué l'excellent travail que chacun d'eux abattent dans l'accompagnement de réalisation de leur mission.

Persuadé que seule l'implication de tous les acteurs est nécessaire dans la réalisation de leur objectif, il les a tous invité à mieux appréhender les différents concepts qui leur seront présentés à travers ces différentes formations afin de pouvoir relever ensemble le défi de la bonne gestion des marchés publics au Togo.

Junior

# NON À LA VIOLENCE



Chers soeurs et frères togolais,  
L'élection n'est pas un moment  
d'affrontements, de violence;  
c'est un temps de débats  
d'idées.

Evitons la violence sous toutes  
ses formes avant, pendant et  
après les élections.

Privilégions l'ouverture et la  
tolérance.

Ceci est un message du  
Ministère de l'administration territoriale, de la  
décentralisation et des collectivités locales.